



REP MULTIMEDIA D'APRÈS GEOATLAS.FR

LES PERSPECTIVES DANS LA CHIMIE :

Casse industrielle et suppressions massives d'emplois

En septembre 2006, le groupe TOTAL a annoncé sa décision de supprimer 243 emplois sur le site de Carling avec l'arrêt du vapo-craqueur 2 et du Styrène avant 2 ans. Cela revient à condamner à terme l'ensemble des installations de TOTAL Petrochemicals Carling, à fragiliser ARKEMA qui a annoncé en février, sur le même site, 56 suppressions d'emplois et compromettre l'avenir d'INEOS à Sarralbe.

Rappelons les effectifs actuels : T.P.F c'est 900 salariés, 600 chez ARKEMA et, à Sarralbe près de 400 chez INEOS. Avec les emplois induits, c'est environ 4000 postes qui seront menacés. Cela est une perspective industrielle injustifiable pour la Moselle-Est, en matière d'emplois industriels. Après les houillères, la Chimie de manière importante, structure encore le tissu industriel du secteur de Moselle-Est.

Il est inadmissible que TOTAL champion des profits du CAC 40, avec plus de 12 Milliards d'euros de bénéfices en 2006, abandonne et détruise des outils productifs dans le seul but de préserver ses performances boursières.

Aucun investissement majeur nouveau sur le site de Carling n'est prévu.

Des propositions alternatives qui pérenniseraient l'ensemble des filières de production ont été avancées par la CGT, étudiées et vérifiées par des Cabinets d'expertises. Elles n'ont fait l'objet d'aucune attention de la part des Directions d'entreprises.

Cette perspective, la CGT ne l'accepte pas : elle a été à l'initiative de luttes unitaires et de démarches diverses contre le plan de casse de TOTAL et les suppressions d'emplois (ARKEMA et TPF).

La convention de revitalisation signée entre TOTAL et les Pouvoirs Publics n'est qu'un leurre pour faire diversion et apaiser les esprits, plusieurs expériences le démontrent (dont Dieuze). Rien de concret ne se construit sur les ruines de nos industries. Cela n'a jamais contribué à retrouver en nombre, en qualité et en pérennité les emplois et les valeurs économiques perdus.

Des actes politiques forts et un grand élan populaire Fédérateur de toutes les luttes pour l'emploi industriel seraient de nature à inverser cette situation.

LES SERVICES PUBLICS

Les services publics incarnent la primauté de l'intérêt général et la consolidation des droits fondamentaux des citoyens. C'est l'Etat qui s'engage à offrir les mêmes services, de qualité, à proximité de tous les lieux de vie.

Ces 25 dernières années, l'Etat s'est de plus en plus désengagé soit parce qu'un certain nombre de services ont été transférés aux Régions, aux départements, aux communes, soit parce qu'ils ont été privatisés au prix d'une aggravation des inégalités sociales et spatiales.

La poste va fermer à Sarralbe, la Perception a disparu à Bitche, la SSM a quitté Petite Rosselle, les permanences de la Sécurité Sociale de l'Hôpital et de Merlebach ont été transférées à Freyming.

Il y a à peine 10 ou 12 ans, toute la population du pays de Bitche s'était déjà élevée contre la fermeture de l'hôpital de Bitche, y voyant notamment le signe précurseur de nombreuses concentrations et fermetures ultérieures. Que signifie le mot « Urgences » s'il faut effectuer 50 Km pour les atteindre ?

L'Etat dépense moins ; il se veut vertueux et

attentif aux dépenses car il considère les services comme un coût à diminuer (quand on refuse de remplacer un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite c'est des enseignants en moins, des infirmières en moins, des guichets qui ferment, ...).

Dans les écoles de Moselle Est, il est prévu de fermer 40 classes à la rentrée prochaine. Ce sont ainsi 40 écoles où les effectifs par classe risquent d'augmenter sérieusement. Est-ce ainsi que l'on veut mettre en œuvre la réussite scolaire de tous les élèves ?

L'Etat ne s'interroge pas sur la nécessité de maintenir ces postes pour rattraper les retards, investir dans la formation, dans l'intérêt des jeunes, des entreprises et de la région !

Parfois les collectivités territoriales oeuvrent pour le maintien de services publics de qualité, comme c'est le cas de la Région Lorraine et sa politique tarifaire en faveur du train. Pour autant, qui est assuré de trouver encore dans quelques années une gare, un hôpital, un collège, ... à proximité de son domicile ?

En se faisant le chantre du « moins d'impôts », l'Etat renonce à se donner les moyens de servir l'intérêt général.

INQUIÉTUDE DANS LES HÔPITAUX EN MOSELLE EST

Il est envisagé de regrouper tous les établissements hospitaliers en un plateau technique, une seule structure (maternité - chirurgie - médecine) pour tout le bassin. Ce projet inquiète les Organisations Syndicales CFTD - CGT - CFTC - SUD qui, réunies le 4 mai, "réaffirment, comme elles l'ont fait devant l'ARH le 27 avril, qu'elles n'ont pas été associées à la réflexion et consultées, ni au titre des personnels, ni au titre de la population. Elles ne sont pas opposées à des restructurations, nécessaires pour répondre mieux aux besoins de la population.

Il est vital et incontournable qu'elles se construisent en élaborant un projet chiffré, argumenté, contradictoire, dans la concertation et en toute transparence, en y associant impérativement les représentants des personnels.

Ces projets concernent toute la population (350 000 personnes) ainsi que plus de 4000 personnels hospitaliers. L'équipement hospitalier du bassin houiller est conséquent ; le devenir de ce patrimoine, de ces millions d'euros investis, ne laisse personne indifférent".

Exigeons ensemble un débat public, une réelle concertation !